

Ottomanes et non pas turques. Et pourtant, une fenêtre extraordinaire s'ouvre pour un empire tampon idéal : une Turquie qui redeviendrait ottomane, c'est-à-dire renoncerait au nationalisme turc étroit qui fut le sien – bien obligé ! – depuis Atatürk. La Turquie peut retrouver une vocation transnationale en fédérant une zone tampon entre l'« Europe légitime » et les ténèbres centre-asiatiques. Exclue de la CEE pour sa conception « particulière » des droits de l'homme et pour son agression à Chypre – « Échelle du Levant », qui fait ni plus ni moins légitimement partie de l'Europe que la Grèce ou Malte –, la Turquie peut espérer, avec l'appui des États-Unis, renforcés au Moyen-Orient par la guerre du Golfe, se constituer une zone d'influence sur toute la partie « non culturellement européenne » de l'Europe. La Bosnie-Herzégovine, effrayée par la perspective d'un partage entre la Croatie et la Serbie, invoque déjà un protectorat turc ; l'Albanie, écœurée par l'attitude italienne, ne manquerait pas d'en faire autant, et les minorités turques de Bulgarie également. Mais, pour être ottomane, la Turquie ne doit pas viser les minorités turcophones, mais bien les pays « non légitimement » européens tout entiers : la Serbie, la Roumanie, la Moldavie-Bessarabie et, pourquoi pas, l'Arménie. Pourquoi pas ? À cause du passé national de ces anciens vassaux, évidemment. Mais l'His-

toire, le Liban nous l'a rappelé, a autant d'imagination que de rancœurs... Et, dès l'hiver 1991-1992, la Turquie multiplie les initiatives : Communauté des pays riverains de la mer Noire – y compris, en fait, les États caucasiens –, bons offices au Haut-Karabakh, etc.<sup>19</sup>

*Un sous-scénario intermédiaire* serait, bien sûr, la permanence de la CEE dans ses limites actuelles, avec une intégration à la carte assez rapide du premier cercle, l'AELE, puis, dans le premier quart du prochain siècle, de morceaux « austro-hongrois ». Mais ce sous-scénario est miné de l'extérieur et de l'intérieur.

*De l'extérieur* : les exclus de l'« Europe légitime » risquent fort d'être ravagés par les crises économiques, écologiques et nationales. D'où l'intérêt du débat sur la Yougoslavie. Ce n'est pas par hostilité envers les « Austro-Hongrois » que la diplomatie française et communautaire, au cours du printemps 1991, a plaidé pour l'unité de la Yougoslavie. L'expérience des scissions nationales – celles de l'Irlande, du Pakistan et... les guerres balkaniques de la première moitié du siècle – enseigne en effet qu'il n'y a pas de scission « propre ». Celle de la Slovénie n'a pas posé de problème, parce que ce pays est exceptionnellement homogène, mais la sécession des Serbes de Croatie était en revanche inévitable. Or, des guerres nationales aux portes de la CEE, dans des États ravagés par la crise, signi-

fient nécessairement un afflux de réfugiés « politico-économiques ». Et, de toute manière, un différentiel de prospérité trop fort entre le « dedans » et le « dehors » ne peut amener que de graves tensions. D'où l'intérêt d'une entité économiquement intermédiaire, unifiée et séparée de la CEE, et si possible relativement prospère, des Slaves du Sud. L'Empire a besoin sur ses frontières d'États forts, dont on attend au moins une chose : garder chez eux leur population !

*De l'intérieur* : le mur de pauvreté, on l'a dit, traverse aussi la CEE. Ce mur est en permanence combattu selon la tactique du tonneau des Danaïdes : en injectant de l'argent. Mais alors les régions pauvres de l'Europe deviennent des zones d'assistés pauvres. Il y avait déjà la Corse, le Mezzogiorno italien, la Grèce. Les transferts de fonds calment les rancœurs et ralentissent les migrations. Ils ne font pas des régions compétitives au sein d'un Grand Marché. L'Allemagne de l'Est elle-même présente aujourd'hui d'énormes risques de « sicilianisation ». Il y a là un énorme marché de chômeurs, dont des chimistes et des agents de la Stasi privés d'emploi : tous les éléments sont réunis pour la constitution... d'une mafia est-allemande !

*D'où la possibilité d'un troisième sous-scénario* : le *limes* passerait au sein de la CEE, en abandonnant, y compris financièrement, les zones les moins rentables pour le néo-taylorisme, les ré-

gions que leurs élites, le « bloc hégémonique local<sup>20</sup> », ne parviendraient même pas à organiser comme base pour des activités extraverties, compétitives sur le marché mondial. L'Europe des marchandises et des capitaux, privée d'un volet social, refoulerait ainsi vers le *limes* les plus pauvres de ses régions, qui n'auraient qu'un privilège par rapport à l'extérieur : la libre circulation de leurs résidents à titre de migrations économiques internes. Telle est d'ailleurs l'image de la Grèce dans les derniers films d'Angelopoulos.

À bien y réfléchir, c'est en fait la force d'attraction du troisième sous-scénario qui rend instable le deuxième et très problématique le troisième. C'est parce que l'Europe n'arrive déjà pas à développer harmonieusement ses propres régions périphériques qu'elle craint si fort l'arrivée des pays encore plus pauvres du quatrième cercle, même de sa zone « austro-hongroise », sans parler, bien entendu, des deuxième (parties méridionales des anciens empires turc et arabe) et troisième cercle (le tiers monde Afrique-Caraïbes-Pacifique).

L'Europe risque de se fermer à un chaos externe parce qu'elle est déjà tourmentée par les turbulences de sa propre périphérie interne.

LA NOUVELLE FRONTIÈRE, TOUJOURS<sup>21</sup>

Un autre scénario reste possible : bloquer le volet libéral de l'Acte unique jusqu'à ce qu'il soit flanqué d'un volet écologique et social, et faire d'une Europe de l'Est, associée à la CEE par des mécanismes complexes, mais expérimentés jadis vis-à-vis de l'Europe du Sud (Grèce, Espagne, Portugal), le laboratoire d'une transition vers une Europe confédérée, écologique et sociale, mais articulée en nations ou régions conservant une marge d'autonomie socio-culturelle. Cela supposerait une aide massive, et un effacement de la dette au travers d'une réforme du système financier international qui pourrait être étendue au tiers monde. Cette Grande Europe confédérale limiterait les risques d'une hégémonie allemande et des « petites guerres ».

Quelles pourraient être les règles, les mécanismes, les modes de régulation permettant ce scénario ?

D'abord, nous avons vu que l'attitude défensive de la CEE vis-à-vis de son *limes* s'enracine dans sa propre instabilité. Une « Europe légitime » ouverte est d'abord une Europe sociale, s'opposant à l'Europe à deux vitesses. Il s'agit avant tout de bloquer l'issue néo-taylorienne, « flexible-libérale » à la crise, de privilégier l'implication négociée. Pour cela, le plus efficace est d'élever le socle de droits sociaux des travailleurs

de toute la CEE : élévation du salaire minimum européen, extension des garanties légales sur les contrats de travail, réduction coordonnée de la durée maximale du travail, alignement progressif du niveau de Sécurité sociale vers la norme des pays les plus avancés, etc.

Mais attention : ce pas en avant dans l'intégration sociale peut engendrer une double exclusion.

Une *exclusion interne* d'abord : certaines régions d'Europe n'ont pas actuellement un niveau de qualification tel qu'elles puissent, sans dommage pour leur compétitivité, supporter une égalisation du coût salarial vers le haut. Dès lors, l'intégration trop rapide d'un territoire dans l'espace social de la CEE se traduirait par une désintégration interne de ce territoire. C'est le cas illustré en grandeur réelle par l'Allemagne de l'Est<sup>22</sup>. Ce problème peut être partiellement résolu en mutualisant au niveau européen une partie du coût salarial – par exemple le financement de la Sécurité sociale – et de la modernisation, les régions riches payant alors pour les régions pauvres. Mais cela n'est pas suffisant, il faut aussi des mesures positives ou des protections soutenant le développement régional endogène, comme on y a encouragé le Portugal et l'Espagne avant leur intégration dans la CEE<sup>23</sup>.

Une *exclusion externe* ensuite : plus on intégrera l'intérieur de la Communauté – notamment par

la mutualisation du financement de la protection sociale –, plus s'accroîtra l'écart entre le « bord interne » et le « bord externe » du *limes*. Il y aura de plus en plus de réticence à étendre vers des régions plus pauvres le niveau de protection sociale interne, et de plus en plus une tendance à interdire les importations de produits à trop bas coût salarial venus de l'extérieur du *limes*, pour protéger les productions des régions internes pauvres. Ce risque ne peut être combattu qu'en aplanissant au maximum le contraste entre l'intérieur et l'extérieur, donc en projetant vers l'extérieur – y compris vers les *limes* ottomans, arabes et slaves – les principes de solidarité financière à l'usage de la périphérie interne, en acceptant une certaine coordination entre les pays de l'Accord d'intérêt préférentiel et les zones de programmes intégrés méditerranéens, etc. – par exemple, sur les produits textiles et agricoles. Le principe doit être le suivant : les pays voisins successifs doivent être encouragés à développer dans un même mouvement leur productivité, leurs normes écologiques et sociales et leur marché intérieur, jusqu'à ce que leur évolution économique et culturelle rende mutuellement avantageuse et souhaitable leur intégration dans la CEE.

Scénario de rêve ? Il a quelques chances : la pression, dans la CEE, des syndicats, des mouvements sociaux et de la majorité du Parlement

européen en faveur d'une Europe écologique et sociale, solidaire des autres peuples ; la résistance des Allemands de l'Est au démantèlement de leur État-providence ; la constitution d'une société civile en Pologne et en Hongrie déjà réticente face au libéralisme économique de leur gouvernement et aux « recettes » du FMI ; l'utilité de marches orientales solides et prospères face à l'instabilité qui pourrait surgir du « grand extérieur »... Il arrive parfois dans l'Histoire que la raison l'emporte. Cela s'appelle le progrès.

Une autre Europe est possible. Écologique, sociale, démocratique dans ses décisions d'ensemble, mais régionalement diversifiée dans ses modes de vie. Domestiquant les forces aveugles du marché par un socle commun de droits sociaux et de devoirs écologiques. Mobilisant ses ressources financières et techniques pour égaliser entre ses régions le niveau de vie de ses citoyens. Tel peut être le ciment idéologique, l'imaginaire mobilisateur de l'unification européenne dans la conquête d'une nouvelle frontière : nouvelle frontière à l'Est et, surtout, nouvelle frontière intérieure. Mais aussi nouvelle frontière de solidarité vers le tiers monde.

Tel était, et tel est toujours, le projet commun des Verts européens et d'une partie de l'« euro-gauche », qui se retrouvèrent, mobilisés ensemble contre la seconde guerre du Golfe.